

Du « commun » au « bien commun »

En ces temps d'appropriation de la nature elle-même, à grand renfort de brevets apposés sur des milliers de plantes sauvages, et de privatisation inexorable des services et des équipements publics, que reste-t-il des « biens communs », de ce qui n'appartient à personne en particulier et profite donc à tous ? Et, au-delà du monde matériel, l'idée même du « bien commun » n'est-elle pas nécessaire pour refonder un « vivre-ensemble » mis à mal par la synergie des égoïsmes ?

ANTOINE PEILLON

PIERRE DARDOT, philosophe, et CHRISTIAN LAVAL, sociologue (1)

Donner un sens nouveau au concept de « commun »

Dirigeants politiques et économiques pressent les peuples de s'adapter au capitalisme néolibéral en invoquant les contraintes de la mondialisation pour mieux justifier leur inaction, comme l'a une nouvelle fois montré la conférence de Lima sur le climat. Si le réchauffement climatique interdit définitivement la poursuite sur le même modèle d'une croissance guidée par le profit maximal, les intérêts marchands et étatiques font toujours obstacle à l'adoption d'une politique commune sur le climat qui soit conforme aux intérêts généraux de l'humanité. Le néolibéralisme

a érigé la concurrence en dogme indiscutable et en pratique universelle. Le triomphe de la finance déstabilise les sociétés, corrompt les esprits, plonge les économies dans la récession.

« Commun » est le vocable qui relie l'ensemble très diversifié de toutes ces manières de faire et de penser « alternatives ».

Cependant, de multiples contestations et expérimentations ont foisonné ces dernières années partout dans le monde. Elles ont combattu les logiques d'appropriation qui confisquent les ressources collectives, privatisent le domaine public, s'emparent d'un champ d'activité humaine de plus en plus vaste. Au-delà de cette réaction de défense,

nombreux sont ceux, plus audacieux, qui cherchent à en faire un principe d'activité et une forme de vie. De fait, jamais comme aujourd'hui on n'avait autant parlé, et parfois dans la plus grande confusion, des pratiques de partage, de coopération, de collaboration, de convivialité, etc.

« Commun » est le vocable qui relie l'ensemble très diversifié de toutes ces manières de faire et de penser « alternatives ». Dans cette période d'effervescence, les emplois du terme ne sont pas bien fixés. On parle de « biens communs » au pluriel ou de « bien commun » au singulier, ou bien encore de « communs » tout court, ce qui traduit l'anglais *commons*, un mot que les historiens français du

monde rural traduiraient plutôt par « communaux ». Parfois même, mais de façon beaucoup plus problématique, on confond cette nouvelle logique politique du commun avec une sorte de restauration des « communautés » traditionnelles.

Il importe donc de saisir ce que ces pratiques et ces discours ont d'historiquement original et de politiquement efficace aujourd'hui, donc de redonner un sens nouveau au concept de « commun ». Nous entendons par là d'abord et avant tout un principe politique, ou plutôt le principe qui rend possible l'activité politique.

Cette activité consiste à prendre part à la délibération, au jugement et à ●●●

CORINE PELLUCHON, professeur de philosophie à l'Université de Franche-Comté (1)

Les nourritures, ce monde commun

Autrefois, dans certaines familles, il fallait, avant chaque repas, rendre grâce à Dieu de nous procurer les nourritures que nous allions partager. Leur abondance était perçue comme une bénédiction. Une prière pour ceux qui sont dans le dénuement était alors prononcée. Puis chacun s'atablait. Enfant, je répétais ces phrases le plus vite possible pour hâter le moment où l'on m'autoriserait à manger. L'appétit et le bonheur de vivre vont de pair quand l'existence n'est pas menacée par la guerre ou la pauvreté. La conscience de sa précarité s'évanouit aussitôt pour laisser la place aux plaisirs innocents qui témoignent de notre immersion dans le monde sensible et de notre complaisance dans les choses qui s'offrent à nos sens, pleines de saveur et réjouissantes.

La gourmandise célèbre la générosité de la vie, son excédent, le fait qu'elle est originairement amour de la vie. Vivre, c'est vivre de quelque chose sans que ce quelque chose tende vers un but, mais parce que l'activité même dont je vis me réjouit. La vie est insouciance à l'endroit de l'existence, jeu en dépit de la finalité

et de la tension de l'instinct. Pourtant, cette matérialité de la vie, qui rabat la prétention des philosophies qui font de la conscience l'unique origine du sens, explique aussi que les nourritures ne tombent pas du ciel. Notre condition est celle de sujets incarnés, vivant de bonne soupe, de promenades, de spectacles, de travail et d'amour. Cette corporéité ne signifie pas seulement que les nourritures terrestres et spirituelles peuvent manquer. Elle implique également que l'existence est d'emblée une position éthique.

Quand je mange, même s'il n'y a personne à ma table, j'incorpore le savoir et le savoir-faire des autres hommes, passés et présents. Je montre la place que j'accorde à ceux qui vivent près de chez moi, mais aussi dans les pays où les êtres souffrent de la faim et de la malnutrition alors que les céréales qui y sont produites sont exportées pour nourrir le bétail européen et américain et satisfaire ainsi la demande en viande des plus riches. Je refuse de faire couler le sang des bêtes pour m'alimenter, ou j'encourage au contraire une production industrielle qui les condamne à une vie diminuée où leurs besoins élé-

mentaires sont frustrés. Manger est un dire. En mangeant, je dis la loi, le besoin, le désir, le respect des autres et la justice.

Notre rapport aux nourritures est ainsi le lieu originaire de l'éthique et de la justice. Car ce n'est pas d'abord la liberté des

autres qui me met en question, mais leur existence dans sa matérialité, leur faim et leur soif. L'éthique est l'acte par lequel j'assigne des limites à mon droit d'exister au nom du droit des autres à exister. La justice désigne le partage des nourritures. Enfin, à partir du moment où l'on reconstruit l'association civile à partir d'un sujet incarné qui est un cogito gourmand et que l'on prend au sérieux le fait d'être né, qui installe l'intersubjectivité au cœur du sujet, le sens de la politique ne peut plus être le même que dans le contrat social classique.

À l'instar du cogito gourmand qui intègre, dans son *conatus*, les autres hommes

L'éthique est l'acte par lequel j'assigne des limites à mon droit d'exister au nom du droit des autres à exister. La justice désigne le partage des nourritures.

et les autres vivants, le cogito engendré ressent le trouble de plusieurs lignées derrière la sienne. Bien plus, la puissance de notre technique fait d'une certaine façon de nous les parents des générations futures. Notre vie est débordée par le

monde commun, qui nous accueille à la naissance et survit à notre mort individuelle. Commun aux générations passées, présentes et futures, il désigne une transcendance sans laquelle, écrivait Hannah Arendt, aucune politique au sens strict n'est possible. Ce monde commun inclut aussi l'*oïkos*, le foyer des terriens que nous partageons avec les autres espèces. Si nous acceptons que

notre vie se déroule sur deux plans, l'individuel et celui du monde commun, nous disposerons d'un guide précieux nous aidant à faire de l'amour de la vie la clé d'une possible reconstruction à la fois existentielle et politique.

(1) Auteur de *Les Nourritures. Philosophie du corps politique*, Seuil, à paraître le 8 janvier 2015, 390 p., 25 €. Son site Internet : corine-pelluchon.fr